



Date de dépôt :	17/10/2025
Affichage dépôt :	24/10/2025
Demandeur :	SAS CROSSFIT-EDISON représentée par M. CHOUKRY ZAKARIA
Pour :	Aménagement d'un local pour l'activité de CROSSFIT et de BOXE
Adresse terrain :	1 rue du Bois d'Ange ZA des belles Ouvrières 25410 Saint Vit
Réf. cadastrales :	YJ 0391

ARRETE

Accordant l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier
un établissement recevant du public
délivrée par le Maire au nom de l'État

Le Maire

Vu la demande d'autorisation de travaux n° AT 025 527 25C0009 présentée par SAS CROSSFIT-EDISON représentée par M. CHOUKRY ZAKARIA demeurant 41 rue Thomas Edison 25000 Besançon, relative aux travaux pour aménager le local de CROSSFIT et de BOXE sis 1 rue du Bois d'Ange, ZA des Belles Ouvrières 25410 Saint Vit ;

Vu le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.

Vu Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Vu le code de la construction et de l'habitation.

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 3 décembre 2025 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité en date du 16 décembre 2025 ;

ARRETE

Article 1

L'autorisation de travaux est ACCORDEE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2

Les prescriptions énoncées dans les procès-verbaux ci-joints des commissions de sécurité et d'accessibilité devront être strictement observées.

Une fois les travaux exécutés, le pétitionnaire prendra attache avec la commune de Saint Vit.

Fait à Saint Vit, le 30/12/2025

Le Maire, Pascal ROUTHIER



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

